

SENATO DELLA REPUBBLICA
VII LEGISLATURA

(N. 945)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 13 ottobre 1977
(V. Stampato n. 1309)*

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(FORLANI)**

**di concerto col Ministro del Bilancio e della Programmazione Economica
(MORLINO)**

**col Ministro del Tesoro
(STAMMATI)**

**e col Ministro dell'Agricoltura e delle Foreste
(MARCORA)**

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 18 ottobre 1977*

Adesione al Protocollo per l'ulteriore proroga della Convenzione
sul commercio del grano ed al Protocollo per l'ulteriore proroga
della Convenzione per l'aiuto alimentare, aperti alla firma a
Washington il 25 marzo 1975, e loro esecuzione

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire al Protocollo per l'ulteriore proroga della Convenzione sul commercio del grano ed al Protocollo per l'ulteriore proroga della Convenzione per l'aiuto alimentare, aperti alla firma a Washington il 25 marzo 1975.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai Protocolli di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo 9 del primo ed all'articolo 11 del secondo Protocollo.

Art. 3.

In attuazione del programma di aiuti alimentari della Comunità economica europea a favore dei Paesi in via di sviluppo, la azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA) è incaricata di provvedere, secondo le norme emanate dalla stessa Comunità, alla fornitura a tali Paesi della quota di partecipazione italiana.

Le relative spese, valutate in lire 12.000 milioni, sono imputate alla gestione finanziaria dell'AIMA, di cui alla legge 31 marzo 1971, n. 144.

**PROTOCOLES PORTANT NOUVELLE PROROGATION DE
LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLE' ET DE LA
CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE CONSTI-
TUANT L'ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BLE' DE 1971**

PRÉAMBULE

La Conférence chargée d'établir les textes des Protocoles portant nouvelle prorogation des Conventions constituant l'Accord international sur le blé de 1971,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1949 a été révisé, renouvelé ou prorogé en 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971 et 1974,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1971, composé de deux instruments juridiques distincts, la Convention sur le commerce du blé de 1971, d'une part, et la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, d'autre part, qui ont été toutes deux prorogées par protocole en 1974, prend fin le 30 juin 1975,

A établi les textes des Protocoles portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant nouvelle prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971.

**PROTOCOLE PORTANT NOUVELLE PROROGATION
DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLÉ DE 1971**

Les Gouvernements parties au présent Protocole,

Considerant que la Convention sur le commerce du blé de 1971 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogé par protocole en 1974, vient à expiration le 30 juin 1975,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention).

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties au présent Pro-

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

tocole jusqu'au 30 juin 1976 étant entendu toutefois que, si un nouvel accord international en matière de blé entre en vigueur avant le 30 juin 1976, ledit Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE 2.

(*Dispositions de la Convention rendues inopérantes*).

Les dispositions suivantes de la Convention sont considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1975:

- a) le paragraphe 4 de l'article 19;
- b) les articles 22 à 26 inclus;
- c) le paragraphe 1 de l'article 27;
- d) les articles 29 à 31 inclus.

ARTICLE 3.

(*Définition*).

Toute mention, dans le présent Protocole, du « Gouvernement » ou des « Gouvernements » est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (ci-après dénommée « la Communauté »). En conséquence, toute mention, dans le présent Protocole, de « la signature » ou du « dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion » ou d'un « instrument d'adhésion » ou d'une « déclaration d'application provisoire » par un Gouvernement est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application provisoire au nom de la Communauté par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international.

ARTICLE 4.

(*Dispositions financières*).

La cotisation initiale de tout membre exportateur ou de tout membre importateur qui adhère au présent Protocole conformément aux dispositions de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 7 dudit Protocole est fixée par le Conseil en fonction du nombre des voix qui lui seront attribuées et de la période restant à courir dans l'année agricole; toutefois, les cotisations fixées pour les autres membres exportateurs et pour les autres membres importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICLE 5.

(Signature).

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 25 mars 1975 au 14 avril 1975 inclus, à la signature des Gouvernements des pays parties à la Convention prorogée par protocole, ou provisoirement considérés comme étant parties à celle-ci, au 25 mars 1975, ou qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sont énumérés à l'annexe A ou à l'annexe B de la Convention.

ARTICLE 6.

(Ratification, acceptation, approbation ou conclusion).

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à la conclusion de chacun des Gouvernements signataires conformément à ses procédures constitutionnelles ou institutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 18 juin 1975, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

ARTICLE 7.

(Adhésion).

1) Le présent Protocole sera ouvert:

a) jusqu'au 18 juin 1975, à l'adhésion du Gouvernement de tout pays membre énuméré à cette date aux annexes A ou B de la Convention, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout Gouvernement n'ayant pas déposé son instrument à la date en question, et

b) après le 18 juin 1975, à l'adhésion du Gouvernement de tout pays membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux conditions que le Conseil jugera appropriées à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres exportateurs et des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres importateurs.

2) L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

3) Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la Convention et du présent Protocole, des membres énumérés aux an-

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

nexes *A* ou *B* de la Convention, tout membre dont le Gouvernement a adhéré à la Convention dans les conditions prescrites par le Conseil ou au présent Protocole conformément à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article sera réputé énuméré dans l'annexe appropriée.

ARTICLE 8.

(*Application provisoire*).

Tout Gouvernement signataire peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole. Tout autre Gouvernement remplissant les conditions nécessaires pour signer le présent Protocole ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire. Tout Gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et il est considéré provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE 9.

(*Entrée en vigueur*).

1) Le présent Protocole entrera en vigueur, entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, conformément aux articles 6, 7 et 8 du présent Protocole avant le 18 juin 1975, dans les conditions suivantes:

a) le 19 juin 1975, pour toutes les dispositions de la Convention autres que les articles 3 à 9 compris et 21, et

b) le 1^{er} juillet 1975, pour les articles 3 à 9 compris et 21 de la Convention,

pourvu que ces instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou ces déclarations d'application provisoire, aient été déposés au plus tard le 18 juin 1975 au nom des Gouvernements représentant les membres exportateurs qui détiennent au moins 60 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe *A* et représentant les membres importateurs qui détiennent au moins 50 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe *B*, ou qui détiendraient ces pourcentages de voix respectifs s'ils étaient parties à la Convention à cette date.

2) Le présent Protocole entre en vigueur, pour tout Gouvernement qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après le 19 juin 1975 conformément aux dispositions pertinentes du présent Protocole, à la date dudit dépôt, étant entendu qu'aucune des parties dudit Protocole n'entrera en vigueur pour ce Gouvernement avant qu'elle n'entre en vigueur pour d'autres Gouvernements en vertu des paragraphes 1 ou 3 du présent article.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3) Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les Gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire.

ARTICLE 10.

(*Notification par le Gouvernement dépositaire*).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à tous les Gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, conclusion, application provisoire du présent Protocole et toute adhésion, ainsi que toute notification et tout préavis reçus conformément aux dispositions de l'article 27 de la Convention et toute déclaration et notification reçues conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention.

ARTICLE 11.

(*Copie certifiée conforme du Protocole*).

Le plus tôt possible, après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 12.

(*Rapports entre le Préambule et le Protocole*).

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles portant nouvelle prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui en adressera copie certifiée conforme à chaque Gouvernement signataire ou adhérent ainsi qu'au Secrétaire exécutif du Conseil.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

I plenipotenziari, rappresentanti dei sottoelencati Stati, hanno sottoscritto il Protocollo alla data accanto a ciascun Paese indicata:

Afrique du Sud	10 avril 1975
Algérie	10 avril 1975
Argentine	14 avril 1975
Australie	11 avril 1975
Autriche	10 avril 1975
Brésil	31 mars 1975
Canada	14 avril 1975
Cuba	14 avril 1975
Egypte	10 avril 1975
Equateur	14 avril 1975
Etat de la Cité du Vatican	14 avril 1975
Etats-Unis d'Amérique	10 avril 1975
Finlande	11 avril 1975
Guatemala	10 avril 1975
Inde	14 avril 1975
Irak	14 avril 1975
Israël	14 avril 1975
Japon	14 avril 1975
Maroc	11 avril 1975
Maurice	25 mars 1975
Norvège	14 avril 1975
Pakistan	4 avril 1975
Portugal	14 avril 1975
République Arabe Libyenne	14 avril 1975
République de Corée	3 avril 1975
République Dominicaine	14 avril 1975
Suède	14 avril 1975
Suisse	14 avril 1975
Trinité-et-Tobago	14 avril 1975
Union des Républiques socialistes soviétiques	8 avril 1975
Venezuela	14 avril 1975

PROTOCOLE PORTANT NOUVELLE PROROGATION
DE LA CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1971

Les parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogé par protocole en 1974, vient à expiration le 30 juin 1975,

Sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I.

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention).

Sous réserve des dispositions de l'article II du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties audit Protocole jusqu'au 30 juin 1976, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord en matière d'aide alimentaire entre en vigueur avant le 30 juin 1976, le présent Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE II.

(Dispositions de la Convention rendues inopérantes).

Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 de l'article II, du paragraphe 1 de l'article III et des articles VI à XIV inclus de la Convention sont considérées comme inopérantes à compter du 1^{er} juillet 1975.

ARTICLE III.

(Aide alimentaire internationale).

1) Les parties au présent Protocole sont convenues de fournir, à titre d'aide alimentaire aux pays en voie de développement, du blé, des céréales secondaires ou leurs produits dérivés, propres à la consommation humaine et d'un type et d'une qualité acceptables, ou l'équivalent en espèces pour les montants annuels minimaux spécifiés au paragraphe 2 ci-après.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2) La contribution annuelle minimale de chaque partie au présent Protocole est fixée comme suit:

	Tonnes métriques
Argentine	23.000
Australie	225.000
Canada	495.000
Etats-Unis d'Amérique	1.890.000
Finlande	14.000
Japon	225.000
Suède	35.000
Suisse	32.000

3) Aux fins de l'application du présent Protocole, toute partie qui aura signé ledit Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article V ou qui y aura adhéré conformément aux dispositions appropriées de l'article VII sera réputée énumérée au paragraphe 2 de l'article III, avec la contribution minimale qui lui sera assignée conformément aux dispositions pertinentes de l'article V ou de l'article VII de ce Protocole.

ARTICLE IV.

(Comité de l'aide alimentaire).

Il sera institué un Comité de l'aide alimentaire qui sera composé des parties énumérées au paragraphe 2 de l'article III du présent Protocole et des autres qui deviendront parties audit Protocole. Le Comité désignera un président et un vice-président.

ARTICLE V.

(Signature).

1) Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 25 mars 1975 au 14 avril 1975 inclus, à la signature des Gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de la Finlande, du Japon, de la Suède et de la Suisse, sous réserve qu'ils signent aussi bien le présent Protocole que le Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2) Le présent Protocole sera également ouvert, dans les mêmes conditions, à la signature des parties à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 prorogée par protocole, et de celles considérées provisoirement comme étant parties à la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 prorogée par protocole qui ne sont pas énumérées au paragraphe 1 du présent article, pourvu que leur contribution soit au moins égale à celle qu'elles avaient souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou, par la suite, dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 prorogée par protocole.

ARTICLE VI.

(*Ratification, acceptation, approbation ou conclusion*).

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à la conclusion de chacune des parties signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles ou institutionnelles, sous réserve que chacune d'elles ratifie, accepte, approuve ou conclue également le Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 18 juin 1975, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou de conclusion à cette date.

ARTICLE VII.

(*Adhésion*).

1) Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de toute partie visée à l'article V dudit Protocole, sous réserve que chacune d'elle adhère également au Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et sous réserve aussi, dans le cas des parties visées au paragraphe 2 de l'article V, que leur contribution soit au moins égale à celle qu'elles avaient souscrite dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1967 ou, par la suite, dans la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971 prorogée par protocole. Les instruments d'adhésion prévus au présent paragraphe seront déposés au plus tard le 18 juin 1975, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à toute partie qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.

2) Le Comité de l'aide alimentaire peut approuver l'adhésion au présent Protocole, en tant que donateur, du Gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux con-

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ditions que le Comité de l'aide alimentaire jugera appropriées, sous réserve que ce Gouvernement adhère aussi en même temps au Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, s'il n'est pas déjà partie à ce Protocole.

3) L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

ARTICLE VIII.

(*Application provisoire*).

Toute partie visée à l'article V du présent Protocole peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire du présent Protocole, sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971. Toute autre partie dont la demande d'adhésion est approuvée peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application provisoire sous réserve qu'elle dépose aussi une déclaration d'application provisoire du Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, à moins qu'elle ne soit déjà partie audit Protocole ou qu'elle n'ait déjà déposé une déclaration d'application provisoire dudit Protocole. Toute partie déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et est considérée provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE IX.

(*Entrée en vigueur*).

1) Le présent Protocole entre en vigueur, pour les parties qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion:

a) le 19 juin 1975 pour toutes les dispositions autres que l'article II de la Convention et l'article III du Protocole,

et

b) le 1^{er} juillet 1975 pour l'article II de la Convention et l'article III du Protocole,

sous réserve que tous les autres Gouvernements nommés au paragraphe 1 de l'article V du présent Protocole aient déposé de tels instruments ou une déclaration d'application provisoire au 18 juin 1975 et que le Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur. Le présent Protocole entre en vigueur, pour toute autre partie qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du Protocole, à la date dudit dépôt.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2) Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les parties qui, au 19 juin 1975, auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les parties qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de conclusion ou d'adhésion, ou des déclarations d'application provisoire, à condition que le Protocole portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 soit en vigueur, ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraîtra exiger.

ARTICLE X.

(*Notification par le Gouvernement dépositaire*).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de Gouvernement dépositaire, notifiera à toutes les parties signataires et adhérentes toute signature, toute ratification, toute acceptation, toute approbation, toute conclusion, toute application provisoire du présent Protocole et toute adhésion audit Protocole.

ARTICLE XI.

(*Copie certifiée conforme du Protocole*).

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur définitive du présent Protocole, le Gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE XII.

(*Rapports entre le Préambule et le Protocole*).

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles portant nouvelle prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à toutes les parties signataires et adhérentes.

I plenipotenziari, rappresentanti dei sottoelencati Stati, hanno sottoscritto il Protocollo alla data accanto a ciascun Paese indicata:

Argentine	14 avril 1975
Australie	11 avril 1975
Canada	14 avril 1975
Etats-Unis d'Amérique	10 avril 1975
Finlande	11 avril 1975
Suède	14 avril 1975
Suisse	14 avril 1975

Traduzione non ufficiale

N.B. - I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nei Protocolli, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.

PROTOCOLLI PER L'ULTERIORE PROROGA DELLA CONVENZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO E DELLA CONVENZIONE RELATIVA ALL'AIUTO ALIMENTARE CHE COSTITUISCONO L'ACCORDO INTERNAZIONALE SUL GRANO DEL 1971

PREAMBOLO

La Conferenza incaricata di preparare i testi dei Protocolli sulla nuova proroga delle Convenzioni che costituiscono l'Accordo internazionale sul grano del 1971,

Considerato che l'Accordo internazionale sul grano del 1949 è stato riveduto, rinnovato o prorogato negli anni 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971 et 1974,

Considerato che l'Accordo internazionale sul grano del 1971, costituito da due strumenti giuridici distinti, la Convenzione sul commercio del grano del 1971, e la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971, prorogate l'una e l'altra con protocollo nel 1974, scade il 30 giugno 1975,

Ha deliberato i testi dei Protocolli sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 e sulla nuova proroga della Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971.

PROTOCOLLO SULLA NUOVA PROROGA DELLA CONVENZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO DEL 1971

I Governi parti al presente Protocollo,

Considerato che la Convenzione sul commercio del grano del 1971 (denominata più avanti « la Convenzione ») dell'Accordo internazionale sul grano del 1971, prorogato con protocollo nel 1974, scade il 30 giugno 1975,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

(Proroga, scadenza e risoluzione della Convenzione).

Con riserva delle disposizioni dell'articolo 2 del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore tra le parti al presente Protocollo

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

fino al 30 giugno 1976, essendo tuttavia inteso che, se un nuovo accordo internazionale in materia di grano entra in vigore prima del 30 giugno 1976, il suddetto Protocollo rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO 2.

(Disposizioni della Convenzione rese inoperanti).

Le seguenti disposizioni delle Convenzioni sono considerate inoperanti a datare dal 1º luglio 1975:

- a) il paragrafo 4 dell'articolo 19;
- b) gli articoli 22 a 26 incluso;
- c) il paragrafo 1 dell'articolo 27;
- d) gli articoli 29 a 31 incluso.

ARTICOLO 3.

(Definizione).

Qualsiasi menzione, nel presente Protocollo, del « Governo » oppure dei « Governi » è ritenuta valida anche per la Comunità economica europea (denominata più avanti « la Comunità »). Ne risulta che qualsiasi menzione, nel presente Protocollo della « firma » o del « deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione » o di uno « strumento di adesione » o di una « dichiarazione di applicazione provvisoria » da parte di un Governo, è, nel caso della Comunità, ritenuta valida anche per la firma o per la dichiarazione di applicazione provvisoria nel nome della Comunità da parte della sua autorità competente, nonché per il deposito dello strumento richiesto dalla procedura istituzionale della Comunità per la conclusione di un accordo internazionale.

ARTICOLO 4.

(Disposizioni finanziarie).

La quota iniziale di ogni membro esportatore o di ogni membro importatore che aderisce al presente Protocollo in conformità delle disposizioni del capoverso b) del paragrafo 1 dell'articolo 7 del suddetto Protocollo, viene fissata dal Consiglio in proporzione al numero dei voti che gli saranno attribuiti e del periodo rimasto dell'anno agricolo; tuttavia, le quote fissate per gli altri membri esportatori e per gli altri membri importatori sotto il titolo dell'anno agricolo in corso non vengono modificate.

ARTICOLO 5.

(Firma).

Il presente Protocollo sarà aperto, a Washington, dal 25 marzo 1975 al 14 aprile 1975 incluso, alla firma dei Governi dei paesi partecipanti alla Convenzione prorogata con protocollo, oppure provvisoriamente considerati come parti di quest'ultima, alla data del 25 marzo 1975, oppure membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, e sono elencati all'allegato A od all'allegato B della Convenzione.

ARTICOLO 6.

(Ratifica, accettazione, approvazione o conclusione).

Il presente Protocollo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione od alla conclusione di ciascuno dei Governi firmatari in conformità delle procedure costituzionali od istituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America, al più tardi il 18 giugno 1975, rimanendo tuttavia inteso che il Consiglio può concedere una o più proroghe del termine a qualsiasi Governo firmatario che a tale data non avrà depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione.

ARTICOLO 7.

(Adesione).

1) Il presente Protocollo rimarrà aperto:

a) fino al 18 giugno 1975, all'adesione del Governo di qualsiasi paese membro indicato a tale data agli allegati A o B della Convenzione, rimanendo tuttavia inteso che il Consiglio può concedere una o più proroghe del termine a qualsiasi Governo che non avrà depositato il proprio strumento alla data indicata, e

b) dopo il 18 giugno 1975, all'adesione del Governo di qualsiasi paese membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica a quelle condizioni che il Consiglio riterrà appropriate, alla maggioranza dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri esportatori e dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri importatori.

2) L'adesione ha luogo con il deposito di uno strumento di adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

3) Quando viene fatto menzione, ai fini dell'applicazione della Convenzione e del presente Protocollo, dei membri enumerati negli al-

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

legati *A* o *B* della Convenzione, ogni membro il cui Governo ha aderito alla Convenzione nelle condizioni prescritte dal Consiglio od al presente Protocollo, in conformità del capoverso *b*) del paragrafo 1 del presente articolo, sarà ritenuto enumerato all'allegato appropriato.

ARTICOLO 8.

(*Applicazione provvisoria*).

Ogni Governo firmatario può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo. Qualsiasi altro Governo che soddisfi le condizioni necessarie alla firma del presente Protocollo o la cui domanda di adesione sia stata approvata dal Consiglio, può anch'egli depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria. Il Governo che deposita una dichiarazione del genere applica provvisoriamente il presente Protocollo e viene considerato provvisoriamente come ne fosse parte.

ARTICOLO 9.

(*Entrata in vigore*).

1) Il presente Protocollo entrerà in vigore, tra i Governi che avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, in conformità degli articoli 6, 7 ed 8 del presente Protocollo prima del 18 giugno 1975, alle seguenti condizioni:

- a) il 19 giugno 1975, per tutte le disposizioni della Convenzione che non siano quelle previste dagli articoli da 3 a 9 incluso e 21, e
- b) il 1º luglio 1975, per gli articoli da 3 a 9 compreso e 21 della Convenzione,

a condizione che tali strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, o tali dichiarazioni di applicazione provvisoria, siano stati depositati il 18 giugno 1975 al più tardi, in nome dei Governi che rappresentano i membri esportatori in possesso di almeno 60 per cento dei voti enumerati all'allegato *A* e che rappresentano i membri importatori in possesso di almeno 50 per cento dei voti enumerati all'allegato *B*, oppure che sarebbero in possesso delle suddette percentuali se aderissero, a tale data, alla Convenzione.

2) Il presente Protocollo entra in vigore, per ogni Governo che deposita uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione dopo il 19 giugno 1975, in conformità delle disposizioni pertinenti del presente Protocollo, alla data del suddetto deposito, essendo inteso che nessuna delle parti del suddetto Protocollo entrerà in vigore per tale Governo prima di entrare in vigore per altri Governi, in conformità dei paragrafi 1 o 3 del presente articolo.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3) Se il presente Protocollo non entra in vigore in conformità delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i Governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, potranno, di comune accordo, decidere che esso entrerà in vigore tra i Governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria.

ARTICOLO 10.

(*Notifica da parte del Governo depositario*).

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di Governo depositario, notificherà a tutti i Governi firmatari e aderenti ogni firma, ratifica, accettazione, approvazione, conclusione, applicazione provvisoria del presente Protocollo, ed ogni adesione, nonché qualsiasi notifica e qualsiasi preavviso ricevuti in conformità delle disposizioni dell'articolo 27 della Convenzione ed ogni dichiarazione e notifica ricevuti in conformità delle disposizioni dell'articolo 28 della Convenzione.

ARTICOLO 11.

(*Copia conforme del Protocollo*).

Non appena possibile, dopo l'entrata in vigore definitiva del presente Protocollo, il Governo depositario indirizzerà una copia certificata conforme del suddetto Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa, alla Segreteria generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per essere registrata in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Ogni emendamento al presente Protocollo sarà comunicato nello stesso modo alla Segreteria generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 12.

(*Rapporti tra il Preambolo ed il Protocollo*).

Il presente Protocollo comprende il Preambolo dei Protocolli sulla nuova proroga dell'Accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo fine dai loro Governi od autorità rispettivi, hanno firmato il presente Protocollo alla data indicata a fronte della loro firma.

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. I testi originali saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America il quale ne indirizzerà copia certificata conforme ad ogni Governo firmatario od aderente, nonché alla Segreteria esecutiva del Consiglio.

**PROTOCOLLO SULLA NUOVA PROROGA DELLA CONVENZIONE
RELATIVA ALL'AIUTO ALIMENTARE DEL 1971**

Le parti al presente Protocollo,

Considerato che la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971 (denominata più avanti «la Convenzione») dell'Accordo internazionale sul grano del 1971, prorogato con protocollo nel 1974, scade il 30 giugno 1975,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

(Proroga, scadenza e risoluzione della Convenzione).

Con riserva delle disposizioni dell'articolo II del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore tra le parti al presente Protocollo fino al 30 giugno 1976, essendo tuttavia inteso che, se un nuovo accordo in materia di aiuto alimentare entra in vigore prima del 30 giugno 1976, il presente Protocollo rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO II.

(Disposizioni della Convenzione rese inoperanti).

Le disposizioni dei paragrafi 1, 2 e 3 dell'articolo II, del paragrafo 1 dell'articolo III e degli articoli da VI a XIV incluso della Convenzione sono considerate inoperanti a datare dal 1º luglio 1975.

ARTICOLO III.

(Aiuto alimentare internazionale).

- 1) Le parti al presente Protocollo hanno convenuto di fornire, a titolo di aiuto alimentare ai paesi in via di sviluppo, grano, cereali secondari o i loro prodotti derivati, propri al consumo umano e di un tipo e qualità accettabili, oppure l'equivalente in contanti per gli ammontare annui minimi specificati al paragrafo 2 seguente.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2) Il contributo annuo minimo di ciascuna delle parti al presente Protocollo è fissato come segue:

	Tonnellate metriche
Argentina	23.000
Australia	225.000
Canada	495.000
Stati Uniti d'America	1.890.000
Finlandia	14.000
Giappone	225.000
Svezia	35.000
Svizzera	32.000

3) Ai fini dell'applicazione del presente Protocollo, ogni parte che avrà firmato il suddetto Protocollo in conformità delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo V, oppure che vi avrà aderito in conformità delle disposizioni vigenti dell'articolo VII, sarà ritenuta enumerata al paragrafo 2 dell'articolo III, con il contributo minimo che le sarà assegnato in conformità delle disposizioni pertinenti dell'articolo V o dell'articolo VII di tale Protocollo.

ARTICOLO IV.

(Comitato per l'aiuto alimentare).

Sarà istituito un Comitato per l'aiuto alimentare che sarà formato dalle parti indicate al paragrafo 2 dell'articolo III del presente Protocollo, nonché da quelle che diventeranno parti di tale Protocollo. Il Comitato designerà un presidente ed un vice-presidente.

ARTICOLO V.

(Firma).

1) Il presente Protocollo verrà aperto, a Washington, dal 25 marzo 1975 al 14 aprile 1975 incluso, alla firma dei Governi dell'Argentina, dell'Australia, degli Stati Uniti d'America, del Canada, della Finlandia, del Giappone, della Svezia e della Svizzera, con la riserva che essi firmino tanto il presente Protocollo quanto il Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2) Il presente Protocollo sarà anche aperto, alle stesse condizioni, alla firma delle parti alla Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1967, od alla Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971 prorogata con protocollo, e di quelle provvisoriamente considerate quali parti alla Convenzione sull'aiuto alimentare del 1971 prorogata con Protocollo, non indicate al paragrafo 1 del presente articolo, a condizione che il loro contributo sia almeno uguale a quello da esse sottoscritto nella Convenzione sull'aiuto alimentare del 1967 o, in seguito, nella Convenzione sull'aiuto alimentare del 1971 prorogata con protocollo.

ARTICOLO VI.

(*Ratifica, accettazione, approvazione o conclusione*).

Il presente Protocollo viene sottoposto alla ratifica, all'accettazione, all'approvazione od alla conclusione di ciascuna delle parti firmatarie, in conformità delle loro procedure costituzionali od istituzionali, con la riserva che ciascuna di esse ratifichi, accetti, approvi o concluda anche il Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione relativa al commercio del grano del 1971. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America il 18 giugno 1975 al più tardi, essendo inteso che il Comitato per l'aiuto alimentare può concedere una o più proroghe ad ogni firmatario che non avrà a tale data depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di conclusione.

ARTICOLO VII.

(*Adesione*).

1) Il presente Protocollo è aperto all'adesione di tutte le parti contemplate all'articolo V di detto Protocollo, con la riserva che ciascuna di esse aderisca ugualmente al Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971, e con la riserva anche, nel caso delle parti contemplate al paragrafo 2 dell'articolo V, che il loro contributo sia almeno uguale a quello da esse sottoscritto nella Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1967, oppure, in seguito, nella Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1971 prorogata con protocollo. Gli strumenti di adesione previsti al presente paragrafo saranno depositati ai più tardi il 18 giugno 1975, rimanendo inteso che il Comitato per l'aiuto alimentare può concedere una o più proroghe a qualsiasi parte che, a tale data, non avrà depositato il proprio strumento di adesione.

2) Il Comitato per l'aiuto alimentare può approvare l'adesione al presente Protocollo, in qualità di donatore, del Governo di qualsiasi membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica, alle condizioni ritenute appropriate dal Comitato per l'aiuto alimentare, con

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

la riserva che tale Governo aderisca nel medesimo tempo al Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971, se non ha aderito già a tale Protocollo.

3) L'adesione consiste nel depositare uno strumento di adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

ARTICOLO VIII.

(*Applicazione provvisoria*).

Ogni parte contemplata all'articolo V del presente Protocollo può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo, con la riserva di depositare anche una dichiarazione di applicazione provvisoria del Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano di 1971. Qualsiasi altra parte la cui domanda di adesione sia approvata, può depositare anch'essa presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria, con la riserva di depositare anche una dichiarazione di applicazione provvisoria del Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano di 1971, a meno che non abbia già firmato detto Protocollo, o non abbia depositato una dichiarazione di applicazione provvisoria del suddetto. Ogni parte che deposita una tale dichiarazione applica provvisoriamente il presente Protocollo ed è considerata provvisoriamente parte ad esso.

ARTICOLO IX.

(*Entrata in vigore*).

1) Il presente Protocollo entra in vigore, per le parti che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione:

a) il 19 giugno 1975 per tutte le disposizioni diverse dall'articolo II della Convenzione ed articolo III del Protocollo, e

b) il 1º luglio 1975 per l'articolo II della Convenzione e l'articolo III del Protocollo,

con la seguente riserva: tutti gli altri Governi indicati al paragrafo 1 dell'articolo V del presente Protocollo dovranno avere depositato tali strumenti oppure una dichiarazione di applicazione provvisoria in data 18 giugno 1975, ed il Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione relativa al commercio del grano del 1971 dovrà essere entrato in vigore. Il presente Protocollo entra in vigore, per tutte le altre parti che depositano uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione dopo l'entrata in vigore del Protocollo, alla data del suddetto deposito.

2) Se il presente Protocollo non entra in vigore in conformità delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, le parti che,

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

al 19 giugno 1975, avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, potranno, di comune accordo, decidere che esso entri in vigore tra le parti che hanno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di conclusione o di adesione, oppure dichiarazioni di applicazione provvisoria, a condizione che il Protocollo sulla nuova proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 sia in vigore, oppure potranno adottare qualsiasi altra misura che sembrerà loro necessaria in seguito alla situazione.

ARTICOLO X.

(*Notifica da parte del Governo depositario*).

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di Governo depositario, notificherà a tutte le parti firmatarie e aderenti qualsiasi firma, ratifica, accettazione, approvazione, conclusione, applicazione provvisoria del presente Protocollo e qualsiasi adesione al suddetto.

ARTICOLO XI.

(*Copia conforme del Protocollo*).

Non appena possibile dopo l'entrata in vigore definitiva del presente Protocollo, il Governo depositario invierà una copia certificata conforme del suddetto Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa alla Segreteria generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per essere registrata in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Qualsiasi emendamento al presente Protocollo sarà comunicato nello stesso modo alla Segreteria generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO XII.

(*Rapporti tra il Preambolo ed il Protocollo*).

Il presente Protocollo comprende il Preambolo dei Protocolli sulla nuova proroga dell'Accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo fine dai loro Governi od autorità rispettivi, hanno firmato il presente Protocollo alla data indicata a fronte della propria firma.

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. I testi originali saranno depositati presso gli archivi del Governo degli Stati Uniti d'America, il quale ne trasmetterà copie certificate conformi a tutte le parti firmatarie ed aderenti.